

La Fintech est-elle le berceau de l'innovation ?

Les startups de la finance parviennent à insuffler une culture de l'innovation dans un secteur pourtant très réglementé. Elles bénéficient pour cela de relations de plus en plus apaisées avec le régulateur et les banques traditionnelles. Éclairage.

16 septembre 2021

Nouveaux moyens de paiement, crowdfunding, cryptomonnaies... Les solutions proposées par les Fintechs se sont imposées dans notre quotidien. En rendant les services financiers plus accessibles, ces startups de la finance font figure d'antichambre de l'innovation et obligent les banques traditionnelles à se réinventer. Dans le cadre de la Maddykeynote 2021, Kristen Charvin, Thierry Maurer, Bernard-Louis Roques et Claire Balva, experts du sujet, ont questionné le rôle de la Fintech dans l'innovation française, à l'occasion d'une table ronde.

Directrice générale de l'association professionnelle France FinTech, Kristen Charvin rappelle que la France a pris la vague des fintechs après le reste de l'Europe, des États-Unis ou de l'Asie. *"Notre pays a été le premier à lancer des banques en ligne mais il restait confronté au conservatisme du régulateur et à un déficit de sources financement."* Depuis, le marché hexagonal rattrape son retard. Selon le [baromètre de France FinTech et Bpifrance](#), les fintechs tricolores ont levé au premier semestre 2021 près d'un milliard et demi d'euros, soit 3,3 fois plus que l'année précédente sur la même période. Avec ce niveau record, le marché français connaît la plus forte croissance européenne tout en restant derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne, d'après le [baromètre EY du capital-risque](#).

Si la France n'a pas à rougir du nombre de levées de fonds, elle manque encore de "mega deals" à l'image de la fintech californienne Stripe qui, en levant 600 millions de dollars en mars dernier, est désormais valorisée à 95 milliards de dollars. *"Le private equity a longtemps ignoré les fintechs, juge Bernard-Louis Roques, directeur général du fonds d'investissement Truffle Capital. Elles occupent aujourd'hui le premier segment avec 20 % des investissements des fonds européens. Cela reste néanmoins insuffisant au regard du poids du marché de la banque-finance."*

Si le front s'éclaircit du côté du capital risque, l'environnement est aussi davantage propice au développement des fintechs. Kristen Charvin observe que la hache de guerre entre les fintechs et les banques traditionnelles est enterrée, chaque camp trouvant un intérêt à collaborer. Les premières apportent leur culture de l'innovation et du droit à l'erreur et les secondes des cas d'application grandeur nature.

Dépoussiérer l'image de la banque

"Les banques traditionnelles sont très à l'écoute des fintechs et nous avons à apprendre d'elles, reconnaît Thierry Maurer, directeur du centre d'affaires de Banque Populaire Rives de Paris qui accompagne de nombreuses sociétés innovantes comme Ibanfirst, Alma, Monisnap, Famoco Lemonway. Elles nous aident à dépoussiérer nos façons de travailler et de changer la vision qu'ont nos clients de la banque afin de rendre les usages plus 'sexy' . Nous ne sommes plus aujourd'hui dans une approche monolithique à ne proposer que les produits maison. Il faut adopter des environnements plus ouverts afin de pouvoir intégrer les briques technologiques innovantes dès qu'elles arrivent."

De même, le cadre réglementaire s'est assoupli après la difficile entrée en vigueur de la directive sur les services de paiement (DSP2). La Banque de France et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) appellent notamment de leurs vœux un cadre de régulation et de supervision harmonisé au niveau européen en matière de crypto-actifs. *"Il est important que les acteurs français restent ici et ne partent pas à l'étranger demander un agrément"*, estime Kristen Charvin. Confiante, elle note que *"le niveau d'écoute dans les cabinets ministériels s'est amélioré depuis une dizaine d'années"* et salue l'excellence de la formation dispensée en France en data science et en finance.

Truffle Capital a, lui, fait le pari des fintechs dès 2014 en créant le premier incubateur européen dédié. Son portefeuille compte aujourd'hui une vingtaine de pépites dont Smile&Pay (paiement par carte de crédit), RollingFunds (scoring d'octroi de crédit) ou MoneyTrack (blockchain de sécurisation de transactions de produits d'assurance). *"La finance était le dernier secteur à ne pas avoir été disrupté pour des questions essentiellement de régulation alors qu'il représente 7 à 8 % du PIB"*, se souvient Bernard-Louis Roques. Il ne regrette pas sa stratégie. *"Le phénomène est aujourd'hui enclenché. Les technologies se répandent et nous allons assister à de profondes transformations."* Pour ne pas brider l'innovation, l'investisseur plaide pour une zone grise, un bac à sable réglementaire permettant aux fintechs de tester leur concept et l'appétence du marché avant de se voir imposer une régulation complète.

Pour *"matcher"* les propositions de valeur des fintechs avec les besoins propres à ses clients, Thierry Maurer indique que la Banque Populaire Rives de Paris a aussi adopté cette approche progressive en commençant par un POC pour ensuite étendre l'expérimentation. Les solutions des fintechs sont ainsi soumises à différents tests avant d'être validées. Un élément essentiel à ses yeux. *"La confiance que portent les clients à leur banque reste notre plus gros actif."*

La France, bientôt une crypto-nation ?

Si les technologies des fintechs se banalisent, les crypto-monnaies continuent, elles, à souffrir d'une réputation sulfureuse sur fond d'accusations de spéculation. Le marché préfère d'ailleurs mettre en avant la technologie de blockchain qui les sous-tend, plus politiquement correct. *"La crypto est une innovation de rupture qui s'est longtemps confrontée à la résistance des acteurs traditionnels pour des raisons réglementaires ou réputationnelles"*, observe Claire Balva, PDG de Blockchain Partner. Toutes proportions gardées, elle fait la comparaison avec la rivalité qui oppose les VTC et des taxis occupant le même terrain de jeu, mais avec des règles différentes.

Elle note toutefois une démocratisation des crypto-actifs avec des monnaies virtuelles open source comme Bitcoin ou Ether, accessibles à tous et pas seulement aux institutions financières. L'annonce du projet Libra de Facebook ou la récente introduction en Bourse de Coinbase devraient aussi participer à cette banalisation.

En dépit de la création d'un agrément de prestataire de services sur actifs numériques (PSAN) par l'Autorité des marchés financiers (AMF), Claire Balva juge le cadre réglementaire plus stricte en France que chez nos voisins. *"Il y a un compromis à trouver. La nécessaire protection des citoyens ne doit pas brider l'innovation."* Un autre frein demeure le financement. À partir d'un certain montant, les entrepreneurs du monde crypto se tournent vers des investisseurs anglo-saxons. Pour les retenir, il faut, selon elle, créer un environnement bienveillant. À cet égard, elle salue le discours du ministre de l'Économie Bruno Le Maire qui ambitionne de faire de la France une "crypto-nation".

Maddyness, partenaire média de Banque Populaire Rive de Paris

Article écrit par Maddyness, avec Banque Populaire Rive de Paris